

# Bulletin de veille

du 5 au 9 juillet 2021

Sélection d'articles et de rapports sur  
la conjoncture, les grandes questions  
macroéconomiques et des  
secteurs stratégiques

**Rexecode**

Ce bulletin de veille hebdomadaire propose une sélection d'articles et de rapports sur la conjoncture et les questions macroéconomiques au niveau international, des grands pays et zones. Les questions de politique économique sont davantage développées pour la France.

Les références sont classées par grandes zones géographiques, par pays et selon les thèmes et secteurs suivants :

- Entreprises & secteurs
  - Energie & matières premières
  - Construction – immobilier
  - Industrie – Services
  - Télécommunications
  - Transport
  - Environnement
  
- Population
- Emploi
- Coût de la main-d'œuvre
- Questions sociales
- Savoir & innovation
- Finance
- Finances publiques
- Economie théorique & méthode

La plupart des documents référencés sont disponibles en ligne, en suivant le lien url affiché sous le résumé. Pour les documents payants, ce lien renvoie vers une synthèse.

Pour les ouvrages ou les documents payants, n'hésitez pas à nous contacter : un prêt ou l'envoi d'un extrait est (presque) toujours possible.

Pictogrammes spécifiques à certaines références :



ouvrage



article de presse



document ou source statistique



site internet

## INTERNATIONAL

### G-20 surveillance note - G-20 Leaders' Summit July 9–10, 2021 Venice, Italy

GLOBAL PROSPECTS AND POLICY CHALLENGES (FMI) 2021, juillet, 18 p.

Cette note, préparée pour les ministres des finances dans le cadre du G20, comprend les dernières analyses et prévisions à court terme du FMI pour l'économie mondiale. Outre l'analyse conjoncturelle globale, la note comprend une évaluation des risques économiques et financiers susceptibles de peser sur la croissance et un ensemble de recommandations de politique économique.

→ Dans cette édition : le FMI rappelle la nécessité pour les pays du G20 de s'entendre pour financer une vaccination globale (plan proposé de 50 mds\$) d'une part, et de sortir très graduellement des politiques économiques de soutien à l'économie d'autre part. La note présente des simulations des bénéfices d'un plan de mondial de vaccination. Dans le scénario de référence, les pays n'ont accès aux vaccins que par le biais de contrats déjà signés avec les fabricants et COVAX au 26 mai. Dans le scénario de partage de vaccins les pays sont supposés commencer à partager les vaccins dès que 50% de leur population est pleinement vaccinés.

<https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/G20-Notes>

### Getting tangible about intangibles: The future of growth and productivity?

DISCUSSION PAPER (McKinsey Global Institute) 2021, juin, 40 p.

Les investissements dans les actifs incorporels qui sous-tendent l'économie de la connaissance, tels que la propriété intellectuelle, la recherche, la technologie, les logiciels, et le capital humain, ont augmenté inexorablement au cours du dernier quart de siècle, et la pandémie de COVID-19 semble avoir accéléré cette évolution vers une économie dématérialisée. L'investissement dans les actifs immatériels pourrait-il donner un nouveau souffle à la croissance de la productivité et débloquent un nouveau potentiel de croissance ? Cette étude utilise les données d'enquête et les données sectorielles de la base de données INTAN-Invest pour explorer la corrélation entre l'investissement immatériel et la productivité et pour définir la formule de déploiement efficace des actifs immatériels pour stimuler la croissance.

Au cours des 25 dernières années, les États-Unis et dix économies européennes (Autriche, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Espagne, Suède et Royaume-Uni) ont atteint 63% de croissance de la valeur ajoutée brute. Au cours de cette période, la part des investissements incorporels a augmenté de 29%. L'augmentation de l'investissement dans les biens incorporels a été associée à l'augmentation de la productivité totale des facteurs. La croissance de l'investissement en biens incorporels a ralenti après la crise financière mondiale, et la croissance de la productivité a décéléré, ce qui suggère l'existence d'un lien. Les secteurs qui ont investi le plus dans les biens incorporels - plus de 12% de leur VA brute - ont enregistré une croissance de 28% supérieure que les autres secteurs en termes de VA.

Cette relation est plus forte dans les services à forte intensité de connaissances, tels que les services financiers et dans les services axés sur l'innovation tels que les télécommunications, les médias, et la technologie. Si 10 % de plus d'entreprises devaient atteindre la même part d'investissement immatériel et de croissance de la valeur ajoutée brute que les entreprises les plus performantes, on pourrait atteindre 1 000 milliards de dollars supplémentaires de valeur ajoutée.

<https://www.mckinsey.com/business-functions/marketing-and-sales/our-insights/getting-tangible-about-intangibles-the-future-of-growth-and-productivity>

### Baromètre Risques pays et secteurs - T2 2021 - Un monde à deux vitesses

PUBLICATIONS ECONOMIQUES DE COFACE 2021, juillet, 20 p.

Évaluation trimestrielle des risques pays par grandes zones et sectoriels pour 13 grands secteurs, et bilan de l'économie mondiale pour le dernier trimestre. - <http://www.coface.fr/Actualites-Publications/Publications>

### Eco Perspectives - Quelles perspectives au-delà du pic de croissance ?

ECO PERSPECTIVES (BNP-Paribas) 2021, 3ème trim. 2021, 29 p.

Eco Perspectives propose trimestriellement une analyse conjoncturelle et des prévisions pour les principaux pays, développés et émergents. - <http://economic-research.bnpparibas.com/Views/Perspectives.aspx?Lang=fr-FR>

### Eco 360 - Une synthèse de la conjoncture mondiale - Si tout va bien...

AURAIN, Philippe \_ DESCHARD, Flore \_ HENRIOT, Alain

ECO 360 (Banque Postale) 2021, juillet, 12 p.

Synthèse mensuelle de la conjoncture mondiale : grandes tendances mondiales, activité économique aux États-Unis, dans la zone euro, au Royaume-Uni, au Japon et en Chine ; prix et politiques monétaires ; marchés financiers : taux, marchés boursiers et marchés des changes.

<https://www.labanquepostale.com/legroupe/actualites-publications/etudes/conjoncture-mensuelle.html>

## ZONES EMERGENTES

### Economic Outlook Emerging Markets Q3 2021: Despite Rising Resilience, Vaccinations are the Key to Recovery

STANDARD & POOR'S  
2021, 28 juin, 22 p.

Prévisions 2021-24 de S&P pour les pays émergents (mise à jour trimestrielle)

S&P a relevé ses prévisions de croissance du PIB pour les pays émergents (hors Chine et Inde) cette année à 4,6 % contre 4,4 % précédemment, en raison d'un premier trimestre plus fort que prévu et d'une probable reprise des vaccinations, de la mobilité et de l'activité. Les risques qui pèsent sur les perspectives sont : un ralentissement du rythme des vaccinations, et un relèvement plus rapide que prévu des taux américains en réponse à une inflation surprise aux États-Unis. - <https://www.spglobal.com/ratings/en/research-insights/economic-research/economic-research-sector>

### Economic Outlook EMEA Emerging Markets Q3 2021: Faster Recovery, Higher Inflation

STANDARD & POOR'S  
2021, 25 juin, 17 p.

Les économies des marchés émergents de la région EMEA se remettent plus rapidement que prévu du ralentissement lié au COVID-19. Les prévisions sont revues à la hausse pour les marchés émergents clés que sont la Pologne (à 4,5%), la Russie (3,7%) et l'Afrique du Sud (4,2%), et maintenues pour la Turquie à 6,1%.

<https://www.spglobal.com/ratings/en/research-insights/economic-research/economic-research-sector>

### Emerging Markets Monthly Highlights: Long Road Ahead, Despite the Year's Promising Start

STANDARD & POOR'S  
2021, juin, 52 p.

Publication mensuelle de synthèse sur les économies émergentes. Le rythme de croissance étonnamment élevé dans les pays émergents s'explique principalement par une demande intérieure plus forte que prévu et, dans de nombreux cas, par des performances des services supérieures aux prévisions. L'activité économique continue de bénéficier des mesures de relance dans la plupart des économies émergentes, mais aussi des ménages et des entreprises qui s'adaptent aux tendances liées à la pandémie. Afin d'éviter les mesures de verrouillage intermittentes et de revenir à un fonctionnement à pleine capacité, un déploiement plus large de la vaccination est nécessaire dans la plupart des économies émergentes. - <https://www.spglobal.com/ratings/en/research-insights/topics/emerging-markets-focus>

## AMERIQUE LATINE

### Economic Outlook Latin America Q3 2021: Despite a Stronger 2021, Long-Term Growth Obstacles Abound

RATINGS DIRECT (Standard & Poor's) 2021, juin, 20 p.

Point régulier sur la situation économique et les prévisions de la zone Amérique latine. S&P a relevé ses prévisions de croissance du PIB en 2021 pour les principales économies d'Amérique latine, les faisant passer de 4,9 % à 5,9 %, en raison des performances meilleures que prévu des secteurs des services depuis le début de l'année. L'année 2022 est revue à la baisse car la normalisation de la politique monétaire, le resserrement budgétaire et les mesures politiques moins prévisibles risquent de ralentir la reprise.

<https://www.spglobal.com/ratings/en/research-insights/economic-research/economic-research-sector>

### The recovery paradox in Latin America and the Caribbean. Growth amid persisting structural problems: inequality, poverty and low investment and productivity

CEPAL, 2021, juillet,

La CEPAL revoit à la hausse sa prévision de croissance régionale pour cette année à 5,2% grâce à un rebond économique qui ne garantit pas une expansion soutenue à plus long terme. Il prévient que les impacts sociaux de la crise s'aggravent et se poursuivront pendant la reprise.

<https://www.cepal.org/en/pressreleases/growth-latin-america-and-caribbean-2021-will-not-manage-reverse-adverse-effects>

## ETATS-UNIS

### Economic Outlook U.S. Q3 2021: Sun, Sun, Sun, Here It Comes

BOVINO, Beth Ann

ECONOMIC RESEARCH (Standard & Poor's) 2021, juin, 20 p.

Point de conjoncture et perspectives à court terme pour les Etats-Unis. S&P a légèrement relevé ses prévisions de croissance du PIB pour 2021 et 2022 à 6,7 % et 3,7 %. Le marché du travail ne devrait pas récupérer les 22,4 millions d'emplois perdus depuis la crise du COVID-19 avant le quatrième trimestre 2022.

<https://www.spglobal.com/ratings/en/research-insights/economic-research/economic-research-sector>

### Long-term US rates: where are they heading?

PROMETEIA DISCUSSION NOTE 2021, N°17, juillet, 11 p.

Les politiques budgétaires et monétaires accommodantes menées aux Etats-Unis au sortir de la crise du Covid, à un moment où le PIB semble croître au-dessus de son potentiel (la FED prévoit une croissance du PIB de 7% en 2021 et de 3,3% en 2022), pourraient entraîner une surchauffe de l'économie. Bien que la récente flambée de l'inflation puisse être due en partie à une restriction temporaire de l'offre, la FED pourrait devoir commencer la réduction quantitative et l'augmentation du taux du Fonds fédéral plus tôt que prévu par le marché pour éviter les tensions inflationnistes.

L'effet combiné d'une inflation plus élevée et d'une réduction potentielle des achats d'actifs de la FED devrait entraîner une hausse des taux d'intérêt à long terme par rapport à leurs bas niveaux actuels. De même, une décision de relever le taux des fonds fédéraux peut se traduire par une courbe de rendement à la hausse. Sur la base de la littérature, les auteurs estiment qu'une baisse imprévue des achats d'actifs de la FED pourrait potentiellement augmenter le taux des obligations du Trésor à 10 ans de 50pb, voire de 100pb si la FED annonce une réduction rapide des achats d'actifs. -

<https://www.prometeia.it/en/trending-topics-article/longterm-us-rates-where-are-they-heading>

## ASIE & OCEANIE

### Economic Research: Asia-Pacific's Recovery Regains Its Footing

RATINGS DIRECT (Standard & Poor's) 2021, 24 juin, 25 p.

Perspectives à court terme pour les économies de la zone Asie-Pacifique. Prévisions par pays.

S&P prévoit une croissance régionale de 7,1 % en 2021 (contre 7,3 % auparavant). S&P augmente la croissance de la Chine à 8,3 %. L'Inde tombe à 9,5 % (année fiscale). Le Japon est ramené à 2,5 %, la consommation privée restant faible. L'Australie est révisée à la hausse, à 4,9 %, en raison du retour en force du marché du travail. La contrainte reste la demande intérieure, en particulier la consommation privée. Les risques d'inflation dans la région sont essentiellement transitoires et devraient s'atténuer.

<https://www.spglobal.com/ratings/en/research-insights/economic-research/economic-research-sector>

### Hidden Debt: Solutions to Avert the Next Financial Crisis in South Asia

BANQUE MONDIALE

2021, juin, 169 p.

La crise du COVID-19 a nécessité d'élargir les interventions publiques par le biais des banques et des entreprises publiques pour soutenir l'économie, avec à la clé des risques pour la viabilité de la dette, la productivité à long terme, et l'égalité. Par rapport à d'autres régions, l'Asie du Sud est plus exposée au risque de dette cachée et à l'augmentation des passifs éventuels des entreprises et banques publiques, et des partenariats public-privé, en raison de sa plus grande dépendance aux opérations hors bilan de l'État. Ce rapport recense l'ampleur de ces risques et examine comment les contenir. - <https://www.worldbank.org/en/region/sar/publication/south-asia-hidden-debt>

## UNION EUROPEENNE

### Déclaration relative à la stratégie de politique monétaire de la BCE

BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

2021, juillet, 4 p.

La BCE présente une nouvelle stratégie monétaire (la précédente date de 2003) suite à une évaluation approfondie lancée en janvier 2020. Cette nouvelle stratégie comprend un objectif d'inflation symétrique fixé à 2% à moyen terme. Le Conseil des gouverneurs confirme que l'IPCH reste la mesure de l'évolution des prix appropriée et recommande d'y introduire progressivement les coûts des logements occupés par leur propriétaire. Elle introduit un calendrier d'action pour intégrer les risques et le changement climatiques dans ses travaux (collecte de données et intégration des risques liés au climat dans ses projections et ses modèles, évaluer les répercussions du changement climatique sur la croissance potentielle et sur la transmission de la politique monétaire, sur les risques financiers etc.). - [https://www.ecb.europa.eu/home/search/review/html/ecb.strategyreview\\_monpol\\_strategy\\_statement.fr.html](https://www.ecb.europa.eu/home/search/review/html/ecb.strategyreview_monpol_strategy_statement.fr.html)

## PAYS DE L'UNION EUROPEENNE

### European Economic Forecast - Summer 2021 (Interim): Reopening fuels economy

Commission Européenne 2021, été, 56 p.

Perspectives intérimaires pour les pays de l'Union européenne, la zone euro et chacun des pays membres.

La Commission revoit encore à la hausse ses perspectives à court terme de l'économie européenne. La contraction du PIB au 1er trimestre 2021 s'est avérée moins forte que ne le suggérait l'estimation préliminaire d'Eurostat incorporée dans les Prévisions de printemps. Les progrès de la vaccination ont permis la réouverture des économies et les enquêtes et données instantanées laissent augurer d'un rebond de la consommation et du tourisme qui devrait aussi bénéficier du nouveau certificat numérique COVID de l'UE. Ces facteurs l'emporteraient sur les pénuries temporaires d'intrants de production et l'augmentation des coûts dans l'industrie.

La croissance du PIB est désormais attendue à 4,8 % en 2021 et 4,5 % en 2022 en moyenne, tant dans l'UE que dans la zone euro. La production retrouverait son niveau d'avant-crise (2019-T4) au 4e trimestre 2021 soit 1 % sous le niveau attendu en prolongeant la trajectoire des prévisions intermédiaires de l'hiver 2020. La vitesse de la reprise variera considérablement d'un pays à l'autre. Les incertitudes entourant les prévisions restent élevées.

[https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-performance-and-forecasts/economic-forecasts\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-performance-and-forecasts/economic-forecasts_en)

### Economic Outlook Europe Q3 2021: The Grand Reopening

AMIOT, Marion \_ BROYER, Sylvain

RATINGS DIRECT (Standard & Poor's) 2021, juin, 15 p.

Point de conjoncture et perspectives à court terme pour les principaux pays de l'UE le Royaume-Uni et la Suisse. Révision à la hausse des prévisions de croissance pour la zone euro, à 4,4 % cette année et 4,5 % en 2022, compte tenu de la mise en œuvre plus large des mesures de relance budgétaire dans le cadre du plan européen. Le mécanisme de relance et de résilience pourrait accroître le PIB de la zone euro de 1,3 à 3,9 % au cours des cinq prochaines années, ce qui profiterait à des pays comme la Grèce, le Portugal, l'Italie et l'Espagne et réduirait la fracture économique dans la zone euro. - <https://www.spglobal.com/ratings/en/research-insights/economic-research/economic-research-sector>

### Tableau de données comparatives sur les dispositifs de chômage partiel dans 8 pays d'Europe - Situation au 3 juin 2021

UNEDIC

2021, juillet, 12 p.

Dans le contexte de la pandémie de Covid19 et des mesures de confinement généralisé, pour maintenir l'emploi et limiter les effets de la crise économique et sociale, un certain nombre d'Etats européens ont recours au dispositif d'activité partielle. Le tableau permet de comparer les dispositions réglementaires du chômage partiel en France, en Allemagne, en Belgique, en Italie, en Espagne, au Royaume-Uni, au Luxembourg et en Suisse. Un module de data visualisation en ligne permet de comparer les dispositifs en vigueur.

<https://www.unedic.org/publications/covid-19-les-differents-systemes-dindemnisation-du-chomage-partiel-en-europe>

## BELGIQUE

### Perspectives économiques 2021-2022

REGARDS ECONOMIQUES (Université Catholique de Louvain - Ires) 2021, N.165, juillet, 13 p., synthèse

Synthèse des perspectives trimestrielles pour l'économie belge, par le Service d'analyse économique de l'IRES (Université Catholique de Louvain - UCL). - <https://www.regards-economiques.be/>

## FRANCE

### Point sur la conjoncture française à début juillet 2021

BANQUE DE FRANCE

2021, juillet, 9 p.

Dans cette édition : selon l'enquête de conjoncture menée entre le 28 juin et le 5 juillet auprès de 8.500 entreprises, la reprise est un peu plus dynamique que prévu début juin par les chefs d'entreprise. L'activité s'améliore dans la plupart des secteurs de l'industrie et progresse fortement dans les services, avec un rebond très marqué dans l'hébergement-restauration. Dans le bâtiment, l'activité reste bien orientée. Au total, la perte de PIB sur le mois de juin par rapport au niveau d'avant crise est estimée à -2 % contre -4 % pour le mois de mai. La croissance du PIB approcherait 1% au 2ème trimestre 2021.

Question spéciale approvisionnement et recrutement : en juin, 44 % des entreprises (contre 37% en mai) ont des difficultés d'approvisionnement dans l'industrie, et de façon plus prononcée dans le bâtiment. Une proportion croissante d'entreprises (31%) indique des difficultés de recrutement.

<https://www.banque-france.fr/statistiques/conjoncture/enquetes-de-conjoncture/point-de-conjoncture>

### France - Scénario 2021-2022 : une reprise bien engagée

BENADJAOUD, Pierre

ECO (Crédit Agricole) 2021, juillet, 20 p.

Cette note trimestrielle propose une analyse et des prévisions à deux ans sur les comportements financiers des ménages et des entreprises (crédits et placements des ménages, crédits, financements sur les marchés et placements des entreprises). Le confinement d'avril 2021 qui résulte de la troisième vague épidémique devrait réduire les prévisions de croissance pour le deuxième trimestre 2021 et retarder le processus de reprise durable de l'activité. Néanmoins, malgré un retard très important par rapport à d'autres pays développés, l'accélération récente de la campagne de vaccination en Europe et en France permet d'envisager une sortie de crise. - <http://etudes-economiques.credit-agricole.com/site/page.php>

### "Petit Atlas" de l'économie française

BNP PARIBAS

2021, juillet, 11 p.

Chiffres clés de l'économie française, mis à jour mensuellement, comparés à ceux des principaux pays européens. - <http://economic-research.bnpparibas.com/Views/FiguresAndForecasts.aspx?Lang=fr-FR>

## FRANCE \_ ENTREPRISE & SECTEURS

### Conjoncture et prévisions pour l'entreprise

XERFI PREVISIS

FRELAT, Laurent \_ ROBIOLLE, Jérémy

2021, N°265, juillet-août, 55 p.

Eléments de prévisions sur la situation et l'environnement des entreprises. Conjoncture et prévisions à court terme pour la France avec des éclairages sectoriels (industrie manufacturière, industries alimentaires, automobile, commerce de détail, TP, transports, hôtellerie-restauration). Egalement des prévisions succinctes sur quelques pays de la zone euro et du reste du monde. - Accès public : <http://www.xerfi.com/nos-produits/Xerfi-Previsis>



## Défaillances et sauvegardes d'entreprises en France - 2ème trimestre 2021

ALTARES

2021, 2ème trim., 19 p.

Bilan trimestriel des défaillances d'entreprises et des procédures de sauvegarde en France.

<https://www.altares.com/fr/publications/etudes-defaillances-sauvegardes-entreprises/>

## ETI Enquête 2021

ENQUETE ETI (Bpifrance) 2021, juillet, 40 p.

Enquête de conjoncture annuelle, menée conjointement par la DGE et Bpifrance auprès des entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales sur leurs prévisions de croissance en termes d'activité et d'emploi. Cette 11e enquête apprécie les perspectives des ETI en 2021 après une année 2020 marquée par la crise sanitaire : 60% des ETI nationales pensent retrouver d'ici la fin d'année un niveau d'activité égal ou supérieur à celui d'avant crise. -

<https://lelab.bpifrance.fr/enquetes/enquete-eti-2021-60-des-eti-nationales-pensent-retrouver-d-ici-la-fin-d-annee-un-niveau-d-activite-egal-ou-superieur-a-celui-d-avant-crise>

## FRANCE \_ AGRICULTURE

### Le compte prévisionnel de l'agriculture pour 2020 - Forte baisse de la production céréalière

INSEE PREMIERE 2021, N°1868, juillet, 4 p.

Bilan annuel des comptes agricoles : prix à la production, valeur de la production, subventions, charges des agriculteurs, revenu de la branche agricole, emploi, résultat agricole.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques?debut=0&categorie=2&collection=116>

### L'agriculture en 2020 - Rapport établi pour la Commission des Comptes de l'Agriculture et de la Nation

GUILLET, Xavier \_ LAURAIRE, Philippe

DOCUMENT DE TRAVAIL (Insee) 2021, N°E2021-03, juillet, 80 p.

En 2020, la production agricole en valeur diminue de 1,9 %. La crise sanitaire a globalement moins touché l'agriculture que les autres activités économiques, même si l'impact sur les conditions de production des filières est bien réel. Ses effets sur la demande sont difficiles à mesurer du fait du repli sur la consommation à domicile, entraîné par le confinement et la fermeture des cafés et restaurants. Les conditions météorologiques restent néanmoins le facteur dominant du recul de la production végétale, en particulier de celle de céréales (- 8,9 %). La valeur de la production animale décroît plus modérément de 0,9 %, la hausse des volumes ne compensant pas entièrement la baisse des prix.

→ Les séries longues 1959-2007 des comptes courants, ainsi que le compte de patrimoine 1990- 2006, sont disponibles sur le site internet de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr), dans la rubrique Comptes annuels / comptes spécialisés / agriculture.

- <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/collection.asp?id=10>

## FRANCE \_ INDUSTRIE

### Une chute d'activité inédite dans l'industrie manufacturière en 2020

LAURENT, Jérôme

INSEE PREMIERE 2021, N°1867, juillet, 4 p.

La valeur ajoutée en volume de l'industrie manufacturière française chute de 12% en 2020, une baisse historique depuis l'après-guerre. La situation se dégrade en France autant que dans les autres pays européens. La construction automobile et la construction aéronautique souffrent particulièrement de la crise sanitaire liée à la Covid-19. Dans ce contexte, seule la production en volume des activités liées à la santé s'accroît légèrement. L'industrie agroalimentaire résiste grâce à la consommation des ménages. En 2020, la France perd des parts de marché ; le déficit du commerce extérieur double. Le recours au chômage partiel permet de limiter la baisse des effectifs salariés. -

<https://www.insee.fr/fr/statistiques?debut=0&categorie=2&collection=116>



### Préserver l'emploi : le ministère du travail face à la crise sanitaire

RAPPORT PUBLIC THEMATIQUE (Cour des comptes) 2021, juillet, 193 p.

Face à la crise sanitaire du Covid-19 et à ses conséquences économiques et sociales, le ministère du travail français a apporté un soutien massif et rapide aux entreprises et aux salariés. Entre les mesures d'urgence et la profusion de dispositifs visant à prendre en compte les urgences et à préparer l'après-crise, les moyens engagés sur le périmètre du ministère chargé de l'emploi sont inédits : pour un budget exécuté de 13,4 Md€ en crédits de paiement en 2019 et de 31,8 Md€ en 2020, la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle disposait début 2021 de 29,8 Md€, sans compter le financement par l'Unédic de certaines mesures, ni les crédits supplémentaires ouverts en cours d'année.

La Cour estime que les mesures d'urgence, massives, ont été mises en place avec réactivité. L'activité partielle, notamment, a bénéficié de moyens financiers "considérables" (33,8 Md€ prévus en 2020 dont 22,6 Md€ ouverts sur le budget de l'État et 11,2 Md€ à la charge de l'Unédic) et d'un "régime parmi les plus favorables en Europe". Parmi la profusion des dispositifs déployés à partir de l'été 2020, certains se sont superposés, ce qui explique par exemple les difficultés de déploiement au second semestre 2020 de l'activité partielle de longue durée (APLD), destinée à prendre le relais du régime très favorable d'activité partielle instauré au début de la crise. Le plan "1 jeune 1 solution" a déployé de nombreuses mesures en faveur des jeunes au risque d'une dispersion des moyens.

La Cour estime que l'objectif de préservation immédiate des emplois a été atteint, "en dépit de certaines limites et d'un coût non maîtrisé". L'activité partielle notamment, dont le coût effectif dépasse 26 Md€ sur la seule année 2020, a bien évité, ou différé, une partie de l'impact négatif de la crise sur l'emploi, avec des effets d'aubaine "relativement circonscrits". La Cour formule des recommandations, notamment sur les enjeux de qualité du contrôle face aux abus et aux fraudes. - <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/preserver-lemploi-le-ministere-du-travail-face-la-crise-sanitaire>

### Une très forte augmentation des entrées en contrat d'apprentissage en 2020

DARES FOCUS 2021, N°38, juillet, 2 p.

Bilan annuel de l'apprentissage en France : évolution des entrées, niveau de formation, profil des apprentis, secteurs recruteurs. - <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-dares-indicateurs-dares-resultats/>

## FRANCE \_ FINANCES PUBLIQUES

### Quel taux pour l'impôt sur les sociétés en France ?

NOTES DU CPO (Conseil des Prélèvements Obligatoires) 2021, N°1, juillet, 11 p.

Le CPO analyse le niveau de l'impôt sur les sociétés français, que le gouvernement s'est engagé à ramener à 25% en 2022. Il s'appuie sur les travaux consacrés à l'IS par le CPO en 2009, 2017 puis 2020, en actualisant ces analyses dans le contexte des évolutions récentes de l'IS au niveau international. La note montre que le taux de l'IS français, longtemps élevé dans les comparaisons internationales, devrait tendre dans les prochaines années vers la moyenne des taux pratiqués dans les pays membres de l'OCDE.

De son côté, le taux implicite de l'IS qui mesure la taxation effective des profits des entreprises, a été stable dans les années 2010, jusqu'aux récentes décisions de baisse de taux. Cette stabilité est à rapprocher des évolutions de l'assiette de l'IS français, qui a été à la fois affectée par la remise en cause de certains avantages et par des dépenses fiscales en hausse. Confronté aux défis résultant de la crise Covid et aux grandes évolutions de l'économie mondiale, "l'IS français doit aujourd'hui poursuivre son évolution afin de mieux atteindre ses objectifs de compétitivité, de rendement budgétaire et d'orientation des comportements des entreprises".

<https://www.ccomptes.fr/fr/documents/56316>

### Les enjeux pour la France des négociations à l'OCDE sur la taxation des bénéfices des multinationales

NOTES DU CPO (Conseil des Prélèvements Obligatoires) 2021, N°2, juillet, 10 p.

La note s'appuie sur le rapport de 2020 du CPO, " Adapter la fiscalité des entreprises à une économie mondiale numérisée ", qui visait notamment à évaluer l'intérêt pour la France des négociations en cours à l'OCDE sur la fiscalité des entreprises multinationales, notamment d'un point de vue budgétaire. Le CPO actualise ses précédentes évaluations du CPO à la lumière des nouvelles hypothèses (taux minimum de l'imposition des bénéficiaires à 15% au lieu de 12,5%) et estime que le surcroît de recettes liées au pilier 2 serait de l'ordre de 5 Md€ pour la France.

La note décrit les défis posés aux États par les nouveaux modèles d'affaires liés à la mondialisation et à la numérisation de l'économie. Elle expose les enjeux pour la France d'une évolution des règles de la fiscalité internationale des entreprises, notamment dans le cadre des négociations BEPS, puis précise les conséquences à attendre de ces négociations en termes de recettes fiscales pour la France. - <https://www.ccomptes.fr/fr/documents/56317>

## Préserver l'emploi : le ministère du travail face à la crise sanitaire

RAPPORT PUBLIC THEMATIQUE (Cour des comptes) 2021, juillet, 193 p.

Face à la crise sanitaire du Covid-19 et à ses conséquences économiques et sociales, le ministère du travail français a apporté un soutien massif et rapide aux entreprises et aux salariés. Entre les mesures d'urgence et la profusion de dispositifs visant à prendre en compte les urgences et à préparer l'après-crise, les moyens engagés sur le périmètre du ministère chargé de l'emploi sont inédits : pour un budget exécuté de 13,4 Md€ en crédits de paiement en 2019 et de 31,8 Md€ en 2020, la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle disposait début 2021 de 29,8 Md€, sans compter le financement par l'Unédic de certaines mesures, ni les crédits supplémentaires ouverts en cours d'année.

La Cour estime que les mesures d'urgence, massives, ont été mises en place avec réactivité. L'activité partielle, notamment, a bénéficié de moyens financiers "considérables" (33,8 Md€ prévus en 2020 dont 22,6 Md€ ouverts sur le budget de l'État et 11,2 Md€ à la charge de l'Unédic) et d'un "régime parmi les plus favorables en Europe". Parmi la profusion des dispositifs déployés à partir de l'été 2020, certains se sont superposés, ce qui explique par exemple les difficultés de déploiement au second semestre 2020 de l'activité partielle de longue durée (APLD), destinée à prendre le relais du régime très favorable d'activité partielle instauré au début de la crise. Le plan "1 jeune 1 solution" a déployé de nombreuses mesures en faveur des jeunes au risque d'une dispersion des moyens.

La Cour estime que l'objectif de préservation immédiate des emplois a été atteint, "en dépit de certaines limites et d'un coût non maîtrisé". L'activité partielle notamment, dont le coût effectif dépasse 26 Md€ sur la seule année 2020, a bien évité, ou différé, une partie de l'impact négatif de la crise sur l'emploi, avec des effets d'aubaine "relativement circonscrits". La Cour formule des recommandations, notamment sur les enjeux de qualité du contrôle face aux abus et aux fraudes. - <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/preserver-lemploi-le-ministere-du-travail-face-la-crise-sanitaire>

## AGRICULTURE

### Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2021-2030

PERSPECTIVES AGRICOLES DE L'OCDE ET DE LA FAO 2021, juillet, 350 p.

Document annuel d'analyse et de prévisions à moyen terme de la production, de la consommation et des échanges internationaux de produits agricoles dans le monde : céréales, oléagineux, sucre, produits laitiers et viande. Annexe statistique.

→ *Liens permanents vers des tableaux statistiques en ligne (statlinks)*

- <http://www.oecd-ilibrary.org/agriculture> - Accès public : <http://www.oecd.org/agriculture/>

## ENERGIE & MATIERES PREMIERES

### BP Statistical Review of World Energy

BP STATISTICAL REVIEW OF WORLD ENERGY 2021, N.70, juillet, 72 p.

Document statistique regroupant un ensemble de statistiques énergétiques mondiales avec données rétrospectives sur 10 ans. Toutes les données sont disponibles depuis 1965 sur le site en format excel.

→ *Les tableaux statistiques remontant en général à 1965 sont disponibles en format excel en ligne. Egalement des rapports par énergie, et par région, et pour quelques pays (Chine, Inde, Royaume-Uni, Brésil, Indonésie, Russie, Etats-Unis).*

- <https://www.bp.com/en/global/corporate/energy-economics/statistical-review-of-world-energy/downloads.html>

## EMPLOI \_ POPULATION

### Employment Outlook: Navigating the COVID-19 Crisis and Recovery

PERSPECTIVES DE L'EMPLOI DE L'OCDE 2021, juillet, 400 p., vf à paraître

Cette publication annuelle comprend un point de conjoncture sur le marché du travail et les politiques de l'emploi dans les pays de l'Ocde, ainsi que plusieurs sujets spéciaux et une annexe statistique.

→ Dans cette édition :

- Le marché du travail pendant la crise Covid
- Les dispositifs de maintien dans l'emploi durant la crise COVID: maintenir l'emploi et les créations d'emplois
- Les politiques actives de l'emploi pendant la crise COVID
- La montée de l'externalisation domestique
- La réglementation du temps de travail : combien et comment travaillons nous?

<http://oecd.org/employment-outlook>

## ILO Global Estimates on International Migrant Workers – Results and Methodology

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

2021, juin, 72 p.

Cette troisième édition présente les estimations de la population des travailleurs migrants internationaux (5% de la main d'oeuvre mondiale), ventilée par âge, sexe, grandes branches d'activité, groupes de pays par revenu et régions, ainsi que la méthodologie d'estimation. L'année de référence est 2019 et ne rend donc pas compte des effets de la crise du COVID-19. - [http://www.ilo.org/global/topics/labour-migration/publications/WCMS\\_808935/lang--en/index.htm](http://www.ilo.org/global/topics/labour-migration/publications/WCMS_808935/lang--en/index.htm)

## SAVOIR & INNOVATION

### OECD Skills Outlook 2021 - Learning for Life

PERSPECTIVES DE L'OCDE SUR LES COMPETENCES 2021, mai, 269 p.

Ce rapport biennal examine l'enjeu du développement des compétences pour les pays de l'Ocde. Cette édition est centrée sur les enjeux de la formation continue. Le rapport exploite des données quantitatives comparatives entre pays et groupes d'individus pour mettre en évidence le rôle déterminant des aptitudes acquises dès le plus jeune âge et de la motivation individuelle dans la réussite de l'apprentissage tout au long de la vie. Il présente des expériences réussies pour améliorer ces aptitudes notamment pour les groupes les moins favorisés.

Le dernier chapitre examine quel a été l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les marchés du travail de l'Ocde à partir de l'évolution des offres d'emploi publiées en ligne entre mars 2020 et mars 2021 (comparées à janv-fév 2020). Le nombre global d'offres avait chuté de 60% en moyenne en avril, avant de se redresser à compter de juillet mais sans retrouver les niveaux d'avant crise. L'incidence de la crise sur les offres a été hétérogène selon les pays, secteurs et niveaux de qualification. D'abord défavorable aux moins qualifiés, le recul des offres a ensuite davantage affecté les plus qualifiés. Les offres mentionnant la capacité à travailler à distance ont augmenté. Logiquement les demandes ont reculé dans le tourisme, l'hébergement (etc.) et augmenté pour les professions de santé, le conditionnement, le digital... Certes liées à la crise sanitaire et aux mesures de distanciation, certaines de ces évolutions pourraient perdurer dans la mesure où elles s'inscrivent dans des mutations déjà à l'œuvre avant la crise. Le chapitre examine comment les systèmes de formation continue peuvent aider les travailleurs à s'adapter à un marché du travail très évolutif en développant notamment des compétences transversales (numérique, communication, etc.)

<https://doi.org/10.1787/e11c1c2d-en> - Accès public : <https://www.oecd.org/education/oecd-skills-outlook-e11c1c2d-en.htm>

## FINANCE

### Cartographie 2021 des marchés et des risques - Risques & tendances

RISQUES ET TENDANCES (Autorité des marchés financiers) 2021, juillet, 111 p.

Comme chaque année depuis 2007, la cartographie de l'AMF propose une analyse des tendances de la sphère financière pour en identifier les risques. Ce document présente une synthèse des tendances des marchés et du financement de l'économie au niveau international, puis analyse l'organisation des marchés et de l'intermédiation financière, l'épargne des ménages en France principalement et l'état de la gestion collective au plan mondial. -

<https://www.amf-france.org/fr/actualites-publications/publications/rapports-etudes-et-analyses>

## FINANCES PUBLIQUES

### Panorama des administrations publiques / Government at a glance

PANORAMA DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (Ocde) 2021, juillet, 280 p.

Cette publication biennale lancée en 2009, rassemble des indicateurs commentés sur le fonctionnement des administrations publiques dans les pays de l'Ocde : ressources, dépenses, emploi et gestion des ressources humaines, gouvernance, gestion budgétaire, gestion réglementaire (adoption d'outils d'analyse d'impact des réglementations, simplification administrative).

→ *Gratuit en ligne : Principaux résultats par pays (fiches)*

<https://www.oecd.org/fr/gov/panorama-des-administrations-publiques.htm>

## Focus - Parés pour l'avenir : Renforcer la Résilience des Administrations Publiques

PANORAMA DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (Ocde) 2021, juillet, pp. 21-

Ce chapitre examine comment les administrations publiques ont fait face à la pandémie de COVID-19, afin d'en tirer des enseignements sur les moyens qui peuvent leur permettre de renforcer leur résilience. Les administrations publiques doivent préserver leur aptitude à réagir aux crises avec rapidité et à l'échelle requise, mais sans altérer la confiance ni la transparence.

Les administrations publiques de la zone OCDE ont puisé dans leurs réserves financières et humaines et en infrastructures pour monter en puissance dans des secteurs clés tels que la santé et la protection sociale. Elles ont aussi innové avec rapidité et adapté leurs processus en matière d'action publique, de marchés publics, de réglementation et de communication afin de faire face aux exigences liées à la crise. Toutefois, elles n'étaient qu'imparfaitement préparées.

<https://www.oecd.org/fr/gov/panorama-des-administrations-publiques.htm>

Document réservé aux adhérents de Rexecode

Pour recevoir une alerte à chaque parution [Cliquer ici](#)

**Rexecode**